INVESTIR
EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Banques et Assurances

Après les graves crises financières de la décennie 90, le pays enregistre ces dernières années des fl ux importants d'investissements provenant des institutions financières bancaires et non bancaires. A ce jour, le système fi nancier congolais est composé de : 15 banques commerciales, 1 caisse d'épargne, 3 institutions fi nancières spécialisées, 4 établissements de monnaie électronique, 70 coopératives de crédit, 17 institutions de micro-fi nance, 33 messageries financières catégorie A, 39 messageries fi nancières catégories B, 9 messageries couplées aux banques, etc.

Le taux de bancarisation et le taux directeur de la Banque Centrale quant à eux, se situent respectivement à 3% et 2%. Le marché reste donc ouvert pour les nouveaux investisseurs qui en expriment l'intérêt.

S'agissant des assurances, il a été mis fin au monopole ayant caractérisé ce secteur depuis plusieurs années, par la libéralisation du secteur, laissant ainsi la place à la compétition. Cette réforme substantielle vient garantir davantage les investissements en R.D.C contre les éventuels sinistres et améliore la gestion des risques.Le pays compte à ce jour plusieurs entreprises privées d'assurance et des courtiers d'assurance. En dépit de la présence de plusieurs entreprises dans ce secteur, la part de marché demeure encore largement disponible pour les nouveaux investisseurs..

Energie

Le secteur de l'électricité en RDC est réglementé par la Loi n°14/011 du 17 juin 2014. Ce cadre légal vient instituer le libéralisme dans ce secteur vital de l'économie, en favorisant l'entrée du secteur privé afin d'accroître de manière considérable, le taux de l'électrification nationale estimé aujourd'hui à moins de 15%.

Le pays regorge d'énormes atouts pour le développement du secteur de l'énergie : (i) un potentiel hydroélectrique de 100.000 MW (23% du potentiel mondial et 37% du potentiel africain) ; (ii) 780 sites identifiés pour le développement de diverses centrales hydroélectriques, (iii) 52% des réserves d'eau douce en Afrique et (iii) diverses potentialités dans les énergies renouvelables (solaire, éolienne, biomasse, géothermique, etc.). A l'horizon 2050, le Gouvernement souhaiterait porter les taux de desserte en électricité à 95%.

Mines

Principes de base : (i) Protection et préservation des milieux naturels, (ii) Exploitation des ressources renouvelables : régénération suivant des cycles naturels normaux, (iii) Exploitation des ressources non renouvelables (Utilisation progressive et judicieuse en tenant compte des besoins des générations futures) et (iv) Investissement dans les infrastructures de base (Routes, ports, ponts, chemins de fer, aéroports, aménagements hydroélectriques, hôpitaux, écoles etc..).

Industrie

Le pays regorge d'énormes potentiels pour le développement de l'agro-industrie et autres filières industrielles notamment les matériaux de construction, les emballages, etc.

Le Plan Directeur d'Industrialisation prévoit l'implantation des zones Economiques Spéciales et Parcs agro-industriels. Pour ces parcs agro-industriels et Zones Economiques Spéciales, la République Démocratique du Congo a besoin des investisseurs étrangers qui vont se positionner comme Aménageur ou Entreprises devant évoluer au sein de ces espaces industriels.

L'Agro-industrie constitue l'une des filières prioritaires dans le cadre de la relance du tissu industriel national. Dans sa vision, le Gouvernement se propose de développer vingt-deux parcs agro-industriels.

Le Gouvernement s'apprête à créer un 2ème parc agro-industriel à Luozi au Kongo-Central. Plus de 70% des produits agro-industriels consommés au pays sont d'origine importés. D'où la nécessité d'avoir des investissements nouveaux productifs dans ce secteur pour contribuer à l'amélioration de la balance commerciale.

Santé

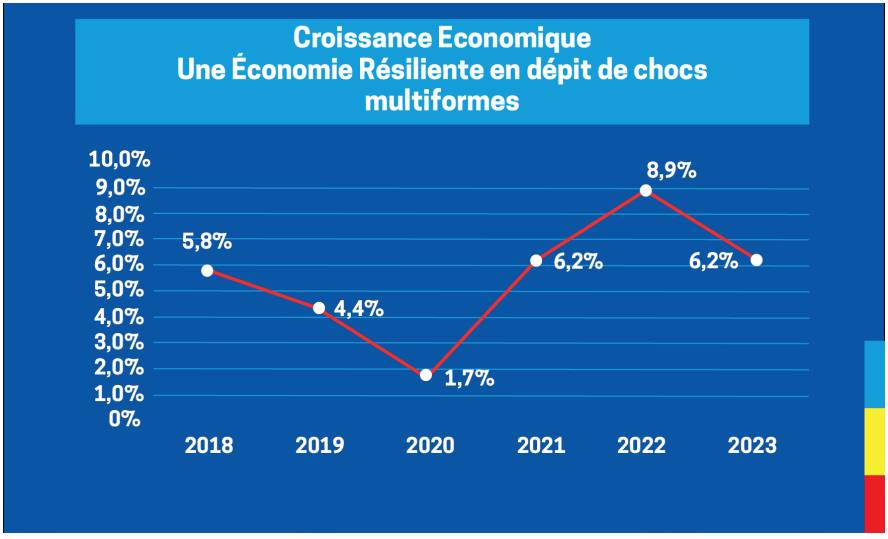
La République Démocratique du Congo dispose aujourd'hui de 433 Hôpitaux Généraux de Référence, 649 Centres Hospitaliers, 13316 Centres de Santé dont la plupart sont concentrés à Kinshasa et dans quelques grandes Villes du pays. Ces institutions hospitalières sont d'une manière générale vieillissantes et sous-équipées. L'état actuel de ces infrastructures sanitaires constitue des opportunités d'affaires

– Adhésion à la Convention de New York pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères.

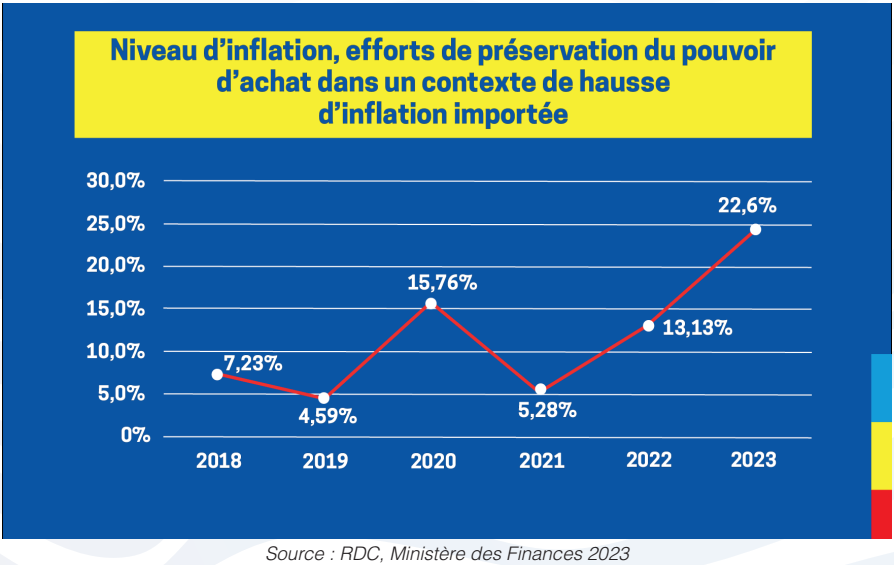
- Simplification de la parafi scalité intérieure ;
- Adoption de plusieurs conventions bilatérales sur la protection réciproque et la promotion des investissements ainsi que celles sur la non double imposition.

Economie

L'orthodoxie de la gouvernance économique a permis à la République Démocratique du Congo de demeurer en programme avec le Fonds Monétaire Internationale et par conséquent, bénéficier de Facilité de Crédit Elargie. Au regard de la bonne politique économique mise en place durant les cinq dernières années, soit de 2019 à 2023, le taux moyen de croissance économique est estimé à 5,48%. Par contre, et pour la même période, le taux d'inflation moyen est de 12,72%. S'agissant des réserves de charge, elles sont passées de 1,141 millions de USD à 4,721 milliards en 2023.



Source : RDC, Ministère des Finances 2023



Source : RDC, Ministère des Finances 2023

GENERALITES SUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Occupant une position géostratégique au coeur de l'Afrique, la République Démocratique du Congo, est un pays béni de Dieu doté de plusieurs ressources naturelles notamment le Fleuve Congo, les volcans et les lacs, ainsi que de diverses forêts tropicales renfermant gorilles, chimpanzés, okapis,...

Avec ses 2.345.410 km^2 de superficie, la République Démocratique du Congo partage 9.165 km de frontières avec neuf (9) pays voisins : l'Angola, le Burundi, la République Centrafricaine, la République du Congo, le Rwanda, le Sud Soudan, la Tanzanie, l'Ouganda et la Zambie.

La RD Congo dispose d'énormes potentiels économiques à transformer en ressources réelles, à savoir : 37% du potentiel hydroélectrique africain et 23% du potentiel mondial, 47% des forêts tropicales africaines et 6% des réserves tropicales mondiales. Le pays dispose plus de 1000 essences forestières dont la plupart sont recherchées dans le monde et 1.100 substances minérales dont le lithium, le coltan,.....

La vision du pays au cours de la deuxième mandature de Son Excellence Monsieur le Président de la République Démocratique du Congo est incarnée au travers de divers piliers, notamment : (i) la création de plus d'emplois ; (ii) la protection et la stabilisation du pouvoir d'achat des ménages ; (iii) la sécurisation du Territoire national ; (iv) la diversifi cation de l'économie nationale ; (v) la garantie de l'accès aux soins et (vi) le renforcement de l'effi cacité des services publics.

DONNEES GENERALES SUR LA RDC

Superficie : 2.345.410 km^2, y compris 37 km sur la côte de l'Océan Atlantique
Population 2022 : au tour de 100 millions
PIB 2022 : USD 65,753 milliards
Taux de croissance PIB 2023 : 6,2%.
Taux d'infl ation fi n période : 13,1% 2022.
PIB/habitant (en USD : 579,4 courant) 4
Crédit à l'économie en % du : 9,5% PIB
Capital: Kinshasa
Langues : Français (offi cielle et des affaires), Lingala, Tshiluba, Swahili et Kikongo
Monnaie : Franc Congolais (FC)

7 Raisons d'investir en RD Congo

1. La RDC, terre aux multiples potentialités et opportunités d'investissement;
2. Infrastructures de base en pleine réhabilitation et modernisation sur l'ensemble du pays;
3. Une économie prometteuse pour les investisseurs;
4. Une main-d'oeuvre abondante, qualifiée et bon marché ;
5. Un environnement des affaires de plus en plus attrayant et concurrentiel ;
6. Atténuation du risque lié à l'investissement à la suite des meilleures cotations attribuées à la R.D.C par les Agences de Notation dont Moody's «B3»;
7. Un vaste marché au coeur de l'Afrique.

Climat des affaires et protection des investissements

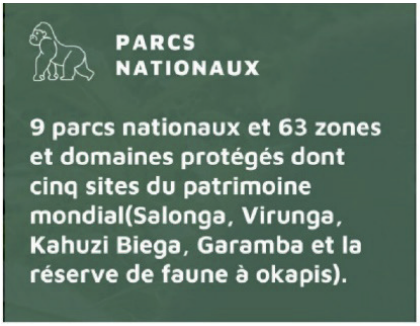
- Interdiction de nationalisation et d'expropriation;
- Egalité de traitement entre tous les investisseurs nationaux et étrangers;
- Liberté de transfert des revenus générés;
- Respect des droits acquis;
- Loi sur les Zones Economiques Spéciales ;
- Ordonnance-Loi sur la promotion de l'entrepreneuriat et des start-ups;
- Libéralisation de l'économie : assurances, électricité, eau, mines, hydrocarbures ;
- Rationalisation des systèmes de paiement des droits dus à l'Etat;
- Mise en place des mécanismes externes de sécurisation des investissements :
  - Adhésion de la RDC à l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) ;
  - Adhésion de la RDC à l'ACA (Agence Africaine d'Assurance) en vue d'obtenir l'assurance des crédits d'exportation, l'assurance contre les risques politiques, l'assurance des investissements et d'autres produits financiers pour permettre la réduction des risques des aff aires et les coûts ;
  - Adhésion de la RDC au Protocole de la SADC sur les finances et l'investissement;
  - Membre du CIRDI (Centre international de règlement des diff érends sur les investissements), basé à Washington City ;

Au-delà de la manifestation exprimée par le Gouvernement pour le redressement de ce secteur vital de la vie sociale de la population, la R.D.C a également besoin des investissements des privés en termes d'hôpitaux, usines pharmaceutiques, hautes écoles de formation du Personnel de la santé, Centres médicaux et ce, beaucoup plus à l'intérieur du pays. L'entrée des nouveaux investisseurs n'est soumise à aucune restriction (absence des barrières d'entrée) et la part de marché est grandement disponible à l'effet de garantir la rentabilité tant financière qu'économique pour tout projet dans le secteur de la santé.

Hydrocarbures

Réserves potentielles : (i) bassin sédimentaire de la Cuvette Centrale (800 000 km^2), avec 32 blocs, (ii) bassin côtier (5992 km^2, province centrale de Kongo) et (iii) branche ouest du bassin du Rift est africain : (1) Graben Albertine (5 blocs,1 ouvert à l'exploration), (2) Tanganyika Graben (11 blocs), (3) Lac Kivu (ouvert à l'exploitation du méthane), (iv) Lac Moero et Lac Upemba.

Tourisme



Infrastructures

1. Voie routière

- Réseau routier national : 152.400 Km dont +2% revêtus;
- Routes d'intérêt général : 58.125 Km dont +19,5 % en bon état.

2. Voie ferrée

- Longueur : 5.033 Km dont +95 % est à moderniser ou à réhabiliter.(source : DEP/ITPR).

3. Voie maritime, fluviale etlacustre

- Longueur:16.238kmàbaliser,dragueretexploiterenmajeurepartie.

4. Aéroportuaires

- Plateformes : 270, dont 101ouvertes à la circulationpublique et dont quatre au trafic international (Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani et Goma);
- Nécessité de réhabilitation et demodernisation de la plupart des infrastuctures.

Pour pallier au déficit actuel des infrastructures, le Gouvernement a lancé le projet de développement des 145 territoires qui requiert aussi bien l'appui de l'Etat que du secteur privé.

La plupart des infrastructures de base sont défectueuses et ont besoin soit de la réhabilitation ou modernisation.

Investissements Directs Etrangers (IDE) en 2022

D'après la CNUCED, le flux entrant des investissements directs étrangers est estimé en 2022 à 1,845 millions de USD. Ce flux est dominé essentiellement par les investissements dans le secteur minier. La vision de la République Démocratique du Congo est de passer d'une économie rentière à une économique à base productive diversifiée.

AGENCE NATIONALE POUR LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS (ANAPI)
INVESTIR EN RD CONGO, 2EME EDITION / MARS 2024
Contacts : +243 999 925 026 / B.P. : 1797 Kinshasa 1 / www.investindrc.cd